

D'une dépendance globale à une solidarité planétaire responsable

L'interdépendance mondiale a pour effet de généraliser un « apartheid global ». D'autres approches mondiales, des savoirs, des savoir-faire locaux existent qui demandent à être développés pour que, dans une complémentarité, à travers réseaux associatifs et institutions, puisse se réaliser une gouvernance mondiale.

PAR GEORGES THILL

La Revue nouvelle a vu le jour après la Deuxième Guerre mondiale, en même temps que le système de Bretton Woods. Depuis le début des années 1980, l'économie, la finance, la technologie nous précipitent, avec nos sociétés, dans une civilisation de mondialisation. Signe, entre tous, de ce changement qualitatif : l'avènement du nouveau paysage mondial de la communication que dessinent le cyberspace et l'information instantanée et mondialisée grâce aux nouveaux réseaux d'information, symbolisés médiatiquement par les « autoroutes de l'information ». Changement profond qui bouleverse et désoriente nos modes classiques de pensée quand on se rend compte, à l'instar de Paul Virilio, de la perte de notre repère de l'être, où « être, c'est in situ, et ici et maintenant¹ ». L'intégration que génère la communication mondiale, régentée, soulignons-le d'emblée, par l'entreprise - réseau mondial en référence à une vision cybernétique des grandes entités économiques sur le marché mondialisé, trace un nouveau cadre global de pensée : le local est considéré comme forcément global et le global, comme forcément local².

GLOBALISATION ÉCONOMIQUE

Devant cette situation de cohésion systémique, dont les firmes transnationales sont les acteurs privilégiés et dont les règles obéissent au culte de la compétitivité opérant dans un champ mondialisé, la tentation nous guette trop souvent de répondre par un repli défensif. Il est pourtant nécessaire et urgent de forger une culture socio-technique et éthico-politique qui permette de penser et de fonder une solidarité mondiale responsable. D'alimenter une capacité de proposition et d'intervention à la hauteur des menaces et des espoirs.

Montée en force du capital argent concentré, globalisation des marchés financiers selon une approche qui procède davantage par effet de contagion que par résultat

CINQUANTE ANS, REBONDIR

d'un plan concerté, ce sont là des facteurs décisifs de la naissance d'un monde sans frontières (« The Borderless World³ »). Celui-ci serait porteur d'effets potentiels considérés comme autrement plus bénéfiques en matière de production, d'échange, d'emploi, de richesse de vie sociale et culturelle, que ceux de la création, lors de la Conférence de Bretton Woods, d'un système monétaire international.

Avec le rôle central conféré au dollar, rivé à l'or, la devise américaine devait diffuser la prospérité due à la fameuse croissance économique des Trente Glorieuses. On allait découvrir ce qui se confirme dans les propos actuels sur la monnaie européenne : loin d'être en effet un simple instrument véhiculaire, la monnaie est capable d'assurer un ancrage effectif à l'ensemble des transactions internationales. Elle garantit un maximum de stabilité aux relations économiques et favorise la cohésion des rapports sociaux internes⁴. Mais on sait aussi que cet avantage façonne une interdépendance internationale paradoxalement tributaire d'un système hégémonique : en l'occurrence la domination des États-Unis dans la concurrence intercapitaliste. Les autres pays s'en souviendront quand le double déficit du budget et des paiements intérieurs, aggravé par le financement de la guerre du Vietnam, conduira les États-Unis à décréter unilatéralement, en août 1971, la fin du « gold exchange standard ». Le maintien de la parité du dollar avec l'or devenait intenable ; les liquidités créées par les autorités américaines pour financer la dette publique allaient lancer l'économie d'endettement (la « debt economy »). Des économistes tels que François Chesnais, longtemps à la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie (D.S.T.I.) à l'O.C.D.E., montrent aujourd'hui à quel point l'économie américaine d'endettement a pu alimenter l'essor des euro-marchés. Ceux-ci constituent le premier chaînon dans la naissance des marchés financiers tout-puissants aujourd'hui, mais aussi, le premier pas dans l'internationalisation de l'économie d'endettement et dans l'assujettissement des pays débiteurs du Sud, puis du système mondial lui-même, au capital financier.

La fonction du marché des euro-dollars a en effet contribué, de la façon sans doute la plus décisive, à la reconstitution de la force et de la concentration du capital argent lorsque les capitaux industriels se sont mis à la recherche de formes de mise en valeur purement financières⁵. Le processus dit de globalisation financière⁶ est ainsi enclenché. Il porte sur trois éléments constitutifs interdépendants : le décloisonnement des marchés financiers nationaux⁷, la déréglementation ou libéralisation monétaire et financière et la désintermédiation⁸.

LE POUVOIR POLITIQUE RÉGRESSE

Une nouvelle alliance s'instaure entre l'entreprise et l'État : le pouvoir politique régresse au profit du pouvoir économique. Ce premier remplit de plus en plus un rôle réactif plutôt qu'anticipatif au sein des processus de globalisation et de la dynamique de nouvelle alliance engendrée par ces processus et qu'ont rejoint tant l'État que l'entreprise⁹. Précision importante : la globalisation marquée par les développements économique, financier mais aussi technologique (tendance lourde de l'évolution du monde contemporain) englobe non seulement les échanges de produits et de services, à l'instar de

CINQUANTE ANS, REBONDIR

l'internationalisation, mais aussi, à l'instar de la multinationalisation, les transferts et les délocalisations des ressources, plus spécialement des capitaux et, pour une moindre part, du travail d'une économie nationale vers une autre. De surcroît, elle concerne l'ensemble des phases de conception, de développement, de production, de distribution et de consommation des biens, matériels et immatériels, et des services. Plus encore, elle inaugure l'ère de l'économie postnationale en mettant fin au capitalisme industriel national, et en faisant graduellement disparaître des principes, des règles et des modes d'organisation et de valorisation des ressources, matérielles et immatérielles, du système national (État, économie, langue, culture, etc.).

Désormais, seul l'acteur privé entreprise - réseau mondial est à même de tenir les rênes de la direction, sur le mode de réseaux planétaires, des processus de globalisation : lui seul dispose de structures capables de se mondialiser¹⁰. L'État a besoin de cette dynamique entreprises - réseaux s'il veut survivre au sein de la globalisation : la compétitivité, de simple modalité de fonctionnement de l'économie, s'est muée en son objectif premier et se trouve aujourd'hui, comme le dit Riccardo Petrella, quasiment socialisée dans tous les secteurs¹¹. Grâce aux entreprises - réseaux, l'État peut envisager, pour lui-même, des perspectives à long terme. Il peut profiter d'opportunités l'autorisant à justifier les risques et les incertitudes impliqués dans de nouveaux développements technologiques et des investissements à très vaste échelle. Il peut se doter d'une capacité stratégique suffisante pour se glisser dans des secteurs clés à l'échelle du globe et conquérir des avantages compétitifs mondiaux en optimisant les investissements stratégiques (recherches, développement, marché, organisation, administration...).

L'ÉCONOMIQUEMENT CORRECT

Reste que, dans le passage d'une économie organisée à partir de capitalismes nationaux, agissant à l'échelle de la planète, à une globalisation qui se spécifie par la libéralisation des marchés, les déréglementations et les privatisations, de larges pans de l'économie nationale, les États, les sociétés sont désormais à la merci des réseaux d'alliances que tissent entre les nouveaux maîtres du monde : entreprises, groupes financiers et industriels privés multi- et transnationaux. Peu nombreux sont ces réseaux mondiaux. Par exemple, en matière d'information et de communication, on estime qu'il n'y en a pas plus d'une dizaine (un quart des entreprises étant localisées en Europe, un quart en Asie et le reste en Amérique du Nord). Ils sont de véritables conquérants à l'instar de ceux du XV^e siècle, comme le souligne Riccardo Petrella. Ils constituent les « mastodontes de la finance¹² », véritables "padroni di la Terra" [...] qui définissent les valeurs et les enjeux, déterminent les priorités, déstabilisent les institutions et fixent les règles¹³.

Par la globalisation, le politique se voit colonisé par l'économique. D'autant plus tyranniquement que le cléralisme économique s'autoconsacre en revêtant les habits d'une scientificité mathématicienne. L'« économiquement correct » est ainsi parfaitement légitimé quand on sait que le discours mathématique détient la capacité de déterminer les règles de sa production et partant, selon les termes de Michel

CINQUANTE ANS, REBONDIR

de Certeau, d'être « consistant » (sans contradiction entre ses énoncés), « propre » (sans équivocité) et « contraignant » (interdisant par sa forme logique tout refus de son contenu). Son écriture dispose ainsi d'une autonomie qui fait de l'« élégance » le principe interne de son développement¹⁴.

En somme, l'interdépendance mondiale dominante en cette fin de siècle et engendrée par la globalisation signifie tout le contraire d'une mondialisation véritable. Elle constitue paradoxalement un système de dépendance, de dualisation, voire de multialisation planétaire, un « apartheid » global, « plus difficile à vaincre, si rien n'est fait », souligne encore Riccardo Petrella, que le pourtant coriace système sud-africain¹⁵ », une des cibles du combat des démocrates de nos cinquante dernières années.

UNE PLANÈTE DIVISÉE: INTÉGRÉS ET EXCLUS

L'économie, la finance et la technologie se globalisent en se « triadisant¹⁶ ». En clair, dans le contexte global, l'intégration technologique, économique et socio-culturelle des trois régions considérées comme les plus développées du monde (l'Amérique du Nord, le Japon, avec les pays nouvellement industrialisés de l'Asie du Sud-Est, et l'Europe occidentale) offre des choix et des dispositions bien meilleurs que l'intégration (à supposer que ce terme ait en l'occurrence encore un sens) entre pays dits plus développés et pays dits moins développés ou pauvres ou entre pays en développement¹⁷. À cet égard, par exemple, la distribution établie par Chris Freeman et John Hagedoorn, des alliances technologiques stratégiques inter-entreprises par secteur et par groupe de pays entre 1980 et 1989, fait clairement apparaître qu'en fait ces alliances se localisent, pour l'essentiel, dans les régions industrialisées du globe, et plus spécialement dans la Triade, là où se trouvent implantés le pouvoir scientifique, les potentiels et la suprématie technologiques, le pouvoir culturel. Là donc où sont concentrées la maîtrise des conditions, l'aptitude à régir le monde économique et la société, la capacité de façonner l'avenir¹⁸. Qui plus est, on assiste dans ces régions à l'émergence d'un archipel de villes-régions riches, hyperavancées (une trentaine aujourd'hui, surtout au Nord, quelques-unes au Sud: Mexico, Sao Paulo...) en matière de technologie, de finance, d'industrie. Les nouvelles technologies de l'information, de la communication, du transport favorisent un lien actif de plus en plus serré entre ces villes-régions par l'intermédiaire des entreprises multi- et transnationales, elles-mêmes interconnectées, comme déjà souligné, en réseaux mondiaux dans une recherche incessante de nouveaux marchés à conquérir¹⁹.

Voici donc, de par l'émergence de la globalisation, la planète, notre « village global », nouvellement divisée, non plus en Est/Ouest mais, à l'intérieur des deux hémisphères, par un rapport intégration/exclusion. L'intégration des riches et des gagnants de la Triade (la « triadisation » du nouveau monde global compétitif) ne cesse de se resserrer. Et en se resserrant, elle produit l'exclusion (« le largage »²⁰) de plus en plus massive des autres, les perdants. On notera, sur la base de travaux de Chris Freeman et John Hagedoorn et de Ugur Muldur, que si la tendance de l'économie mondiale devait se maintenir pendant vingt ans, la part de l'Afrique, du

CINQUANTE ANS, REBONDIR

Moyen-Orient, de l'Amérique latine, de la Russie, de l'Europe centrale et de l'Est qui s'élevait encore à 39,2 % du commerce mondial en 1970 et à 26,4 % en 1990, se restreindra à 5 % en 2020²¹.

RIEN N'EST POURTANT JOUÉ

Sommes-nous pour autant condamnés à une fatalité inexorable, à une compétitivité à outrance ? La compétitivité est le credo de l'heure favorisé par l'impératif technologique dont Marc Guillaume a bien montré qu'il n'est nullement l'effet d'un mouvement social et culturel spontané. Bien au contraire, l'irruption de la question de la technologie, dans sa totalité sociale et culturelle (les enjeux en matière de technologie concernent les modes de produire et de consommer, de communiquer et de normaliser) est la conséquence directe de la crise mondiale. Avant celle-ci, les enjeux technologiques étaient surtout l'affaire des ingénieurs et des industriels, les politiques se préoccupant essentiellement de l'acceptabilité sociale de certaines avancées techniques. Depuis, une stratégie d'ensemble s'est mise en place à la fois au niveau des moyens (soutien de la recherche, des innovations et des filières jugées stratégiques) et au niveau des représentations « pour tenter une transculturation d'urgence de la société française [...] » (sensibilisation du grand public pour une réceptivité aux nouvelles potentialités techniques, invitation des divers oligopoles sociaux à accepter les applications de ces potentialités aux processus de production)²².

Admettons que la carte mondiale de l'économie et de la société se soit modifiée et se caractérise désormais par l'apparition d'un degré d'interaction sans précédent entre toutes les parties de la planète. Il reste que le processus de globalisation de l'économie et de la technologie n'a pas créé, comme on pourrait le croire au premier abord, une homogénéisation accrue de la population. Loin s'en faut ! Aussi rouleaux compresseurs que soient les messages publicitaires, les nouvelles technologies de la communication, les médias, l'histoire contemporaine, surtout depuis la fin des années soixante, révèle aussi un autre « monde » global donnant la réplique à celui des affaires financières et technologiques. Les récents Sommets planétaires : Rio de Janeiro (l'environnement et le développement), Le Caire (la population), Copenhague (le développement social, la lutte contre l'exclusion) et Pékin (les femmes) sont des indicateurs officiels d'autres approches mondiales. Elles ressortissent, cette fois, à l'émergence d'une société civile mondiale. Même si celle-ci, à l'instar et dans la foulée des mouvements sociaux, culturels et écologiques, qui en sont des acteurs déterminants, se présente en fait, remarque le Groupe de Lisbonne, comme une nébuleuse véhiculant des préoccupations et des militantismes des plus divers, y compris sous la forme d'organismes quasi professionnalisés (Amnesty International, Amis de la Terre, Greenpeace) : préservation de la biodiversité, respect des droits humains, égalité des chances femmes-hommes, défense des immigrants, coopération renforcée entre groupes linguistiques minoritaires, recherche de nouvelles déontologies dans le monde des affaires économiques et technologiques...

De plus renaît une volonté de promouvoir le milieu « local », l'ancrage dans des environnements naturels et socio-historiques concrets auxquels s'identifient de plus

CINQUANTE ANS, REBONDIR

en plus de personnes. Avec les dangers que peut représenter cette tendance au vu des replis identitaires, des montées nationalistes, des séparatismes²³. Avec l'intérêt aussi que représentent les synergies et les dynamiques locales, parfois tout à fait uniques, en matière d'innovation et d'adaptation des technologies à des conditions socio-économiques et culturelles régionales²⁴.

En d'autres termes, la dominance de la globalisation de l'économie, de la finance et de la technologie ne doit nullement occulter l'enjeu concret de la prise en compte, décisive en matière d'innovation et de diffusion technologique, des diversités locales et/ou régionales. « Penser globalement agir localement »! La globalisation, œuvre des « nouveaux maîtres du pouvoir », ne peut que secréter la dépendance. Ainsi, en matière de communication, nous rappelle Armand Mattelart, auteur de *La communication-monde*²⁵, « à l'inverse de ce que donne à croire la représentation globaliste et égalitariste de la planète, la mondialisation des économies et des systèmes de communication est indissociable de la création de nouvelles disparités entre les divers pays ou régions et entre les divers groupes sociaux; en d'autres termes, source de nouvelles exclusions... Globalisation se conjugue avec fragmentations et segmentations. Ce sont là deux faces d'une même réalité en voie de décomposition et de recomposition²⁶ ». Cette dure réalité peut être affrontée et infléchie, mieux: retournée dans le sens d'une vraie inter-dépendance en (re)mobilisant savoirs, savoir-faire, savoir faire faire et faire-savoir locaux ou traditionnels, en ne cessant de tableur sur eux, en valorisant les expériences cumulées et les potentialités historiques, sociales et culturelles, porteuses de créativité et de capacités d'appropriation.

L'approche linéaire traditionnelle ne permet d'envisager la problématique que sur le mode de la totalité. Elle nourrit une sorte de fatalisme historique et technocratique. Lequel s'accommode de la situation intolérable où seulement cinq cents millions sur les huit milliards censés habiter notre planète en 2020 bénéficieraient du processus d'intégration. Les autres, en revanche, se retrouveraient du côté des exclus. Or, la prise en compte de l'importance des acteurs et de leurs desseins multiples dans la société civile globale ainsi que la fécondité, en matière d'innovation, de la valorisation de la diversité des terroirs, dans toute leur complexité et globalité pour un codéveloppement humain et planétaire durable, changent les données: elles permettent, à l'échelle planétaire, une forme de communication qui rend possible la restitution de tout son poids à la culture, la communication « multifractale²⁷ ».

Le terme « fractal », créé par le mathématicien français Benoît Mandelbrot en 1969, s'applique à toute forme ou structure qui reste semblable à elle-même quel que soit le niveau auquel on l'observe²⁸. En y recourant ici, on entend concevoir la globalisation sur le mode de l'association, en combinant cohérence et autonomie des parties. Aux différentes échelles de la réalité mondiale, il s'agit que soient simultanément satisfaits les besoins d'unité et de diversité. En matière de développement, cette approche permet de dépasser l'alternative fallacieuse entre développement endogène et développement exogène. Dans le cas d'un arbre, s'il est vain de tirer sur les branches pour en assurer la croissance, l'arrosage des racines n'en demeure pas moins indispensable. De même, à l'échelle d'un pays ou d'une région du monde,

CINQUANTE ANS, REBONDIR

rappeler qu'« on ne développe pas, on se développe », ce n'est pas plaider pour un repli autarcique mais pour un métissage, une hybridation respectant et valorisant la diversité des sociétés et des cultures. Considérons encore l'aménagement du territoire. Précisons, à la suite de Pierre Calame, qu'il « n'est pas un outil de la compétitivité économique, [...] des schémas et des cartes » mais « la vie ». Il importe donc, selon cet auteur, de « contribuer à la constitution de "milieux" dotés de capacité d'initiative, d'innovation et d'adaptation, d'une identité, d'une cohérence et d'une capacité de projet, toutes choses essentielles dans un monde qui vient²⁹ ».

PAR ET POUR UNE QUALITÉ GLOBALE

La création et la diffusion d'une qualité globale deviennent ainsi des objectifs décisifs. En tous les endroits du globe, le développement durable passe incontournablelement par ce que Javier Pérez de Cuellar appelle « une maîtrise de la maîtrise ». C'est dire que la culture, « l'étoile qui guide le développement », doit (ré)accéder au premier rang des priorités régionales, nationales, internationales. On ne peut plus seulement s'en tenir à une maîtrise d'équipements, de capitaux, de technologie ou d'expertise (« le bonheur "clés en main" a fait faillite »!)³⁰.

La qualité globale favorise, sur un mode fractal, de la petite à la grande échelle d'espace, la valorisation des racines culturelles et les dialogues/dia-logiques des cultures. Elle va au-delà d'une stratégie de marché stable et durable, préconisée par une qualité totale, dont se prévaut toute une publicité commerciale. La qualité totale vise, en effet, à simplement satisfaire le consommateur ou l'utilisateur sans qu'on ait cherché à utiliser toutes les ressources locales, notamment en matière de savoirs, savoir-faire, savoir-vivre et faire-savoir des gens concernés³¹. La qualité globale, par contre, caractérise l'établissement des choix, des conduites et des évaluations technologiques et/ou économiques en fonction de finalités concrètes. Celles-ci sont poursuivies par les concernés au service d'objectifs de codéveloppement et de codétermination, en rapport à la globalité, à la complexité et à la nouveauté souple. La qualité globale prévoit ainsi un cadre de référence et des conditions pratiques pour l'autogestion et l'autorégulation et passe par des négociations discutées et négociées entre tous les partenaires impliqués dans la société globale (État, entreprises, milieux de recherche, associations syndicales et socio-culturelles, éducatives...).

D'un projet à l'autre la qualité globale n'est pas reproductible. C'est là toute son originalité qui remet en cause nos modèles épistémologiques, axiologiques, organisationnels. Elle n'est jamais appréciée selon une unique échelle de référence, même s'il faut disposer de modèles standards en technologie. Aussi bien, par exemple, il ne peut exister de simples transferts de technologie même s'il y a échange et appropriation de compétences scientifiques et technologiques³². On le voit, la qualité globale confère toute sa place à l'altérité effectivement reconnue dans une communication véritable, laquelle est nécessairement altération, fécondation mutuelle, métissage effectif³³. En définitive, il n'y a plus de technologie optimale pure. La qualité globale préconise le métissage des cultures, la créolisation, l'hybridation des savoirs et des technologies, c'est-à-dire la combinaison des savoirs, savoir-faire, savoir faire faire,

CINQUANTE ANS, REBONDIR

faire-savoir traditionnels et locaux avec les sciences, les technologies et les systèmes organisationnels avancés. Par où la qualité globale prévient nos sociétés contre la régression identitaire aussi bien que contre la trame actuelle de la globalisation qui se conjugue avec fragmentations, segmentations et exclusions³⁴. Par où pourtant, cette qualité rencontre en sa substance la plus profonde, la créativité endogène³⁵.

Créer et diffuser la qualité globale pour une gouvernance mondiale socialement efficiente, c'est, en fait, casser toutes les formes de cloisonnement et d'exclusion. Favoriser l'intégration sociale de tous les acteurs grâce à des médiations facilitant les négociations, la fécondation croisée, les échanges, la capitalisation et l'articulation entre elles des expériences. Valoriser la diversité culturelle par le dialogue et mobiliser, du local au global, toutes les ressources des forces vives dans « une alliance pour un monde responsable et solidaire³⁶ ». Dépasser les clivages habituels que les pouvoirs établis ont tout intérêt à entretenir dans l'opinion publique: technique/social, producteur/usager, science/culture, local/global, endogène/exogène, Nord/Sud, etc³⁷.

LA VALORISATION DES RÉSEAUX ASSOCIATIFS

La promotion de la qualité globale passe aujourd'hui par la médiation privilégiée de réseaux associatifs. Loin de se substituer aux institutions, ils leur sont au contraire complémentaires. Détecteurs avancés, lieux de formation mutuelle, ils favorisent, d'autant que chaque réseau est un réseau de réseaux, les approches multifractales: par la multiplicité des modes technologiques simultanément présents (par exemple, le savoir-faire du paysan ou du guérisseur et la science avancée des spécialistes de biomédecine humaine et vétérinaire); mais aussi par la mise en perspective de composantes et de dimensions variées de types symbolique, économique, éducatif, éthique, social, ethnique, politique, organisationnel, écologique; et encore, par le dépassement de divers clivages classiques traditionnel/moderne, local/global, endogène/exogène. Enfin, les réseaux associatifs opèrent selon des trajectoires où ne cessent de surgir le perçu, l'inattendu ou l'incertain. Le sens n'advient que dans des interactivités. Il n'est jamais saisissable comme tel, sinon en pointillé, dans le jeu de circulations multiples régi par des nœuds d'interfaces qui constituent autant de balises.

De plus, de par leur topologie, les réseaux associatifs anticipent en même temps qu'ils reprennent les différentes dimensions temporelles des phases d'un développement technologique ou d'une innovation. Sont en effet co-présents les concepteurs, les producteurs, les héritiers de traditions multiples et, last but not least, les usagers. Soit souligné en passant, au sujet de ces héritiers que, tout comme le guérisseur traditionnel, le médecin moderne est porteur de traditions, d'histoires, de cultures, de mémoires, d'institutions. Certes, les réseaux associatifs ne peuvent pas être une panacée. Ils doivent, à travers des dynamiques transversales, non hiérarchiques, exprimer une volonté commune pour des objectifs clairs et qui leur soient propres. Enjeu: vivre une solidarité responsable en remplissant le rôle de catalyseurs d'effets locaux auto-organisés pour opérer des transformations au niveau des conditions initiales (de petites causes associées à des contraintes locales peuvent engendrer de

CINQUANTE ANS, REBONDIR

grands effets à dimension globale, pensons au nucléaire!). Condition: intégrer les rapports de force et les négociations entre acteurs, non point sur le modèle dominant-dominé, mais à l'image des jeux de force en architecture³⁸.

La perspective exprimée ici peut féconder une culture politique et socio-technique qui soit à même, à l'ère des technologies nouvelles et notamment des technologies de virtualisation au pouvoir de suggestion incomparable, de relever les défis de la mondialisation. De contribuer au perfectionnement de la démocratie. Et ce, en contestant le néo-libéralisme qui y préside, avec le délitement de l'espace politique, la préparation de quelque chose qui ressemble, dit Paul Virilio, à un « cyberculte³⁹ », et la volonté de l'individualisme.

COMPLÉMENTARITÉ DES ÉTATS ET DES ASSOCIATIONS

L'alternative n'est pas entre l'appel incantatoire à un gouvernement mondial et la négation de la nécessité d'une fonction de coordination. Dans une lutte pied à pied à tous les niveaux, il est capital de se mobiliser afin que le coordonnateur soit « avec » et non « au-dessus ». La gouvernance à l'échelle mondiale ne peut se concevoir et se forger que dans la nécessaire complémentarité des réseaux associatifs et des institutions, si l'on veut éviter la prolifération de sociétés où les liens sociaux sont dépourvus de projets. Une communication-monde permettra cette complémentarité en suscitant la création de formes inédites d'exercice de la démocratie par le métissage culturel et à l'aide de stratégies et de tactiques traversant les différentes logiques en présence, dia- mais aussi éco-logiques.

Les États, acteurs parmi d'autres dans ce processus, gardent un rôle essentiel à jouer même si la perspective adoptée met l'accent sur la société civile globale et l'espace public. À tous les échelons, les institutions ont tout leur sens. Mais le problème aujourd'hui c'est que les institutions, instituées, ne sont plus instituantes. Il s'agit de réactiver, grâce aux réseaux, cette dimension instituante et de rendre la transparence aux projets des acteurs, voire de susciter, quand ils sont absents, des projets au niveau des liens sociaux. De même, l'alternative n'est pas entre l'exaltation de l'individu et la restauration du collectif conçu de façon « holiste » et comme une consigne impérative. Plutôt que l'individu, c'est la personne dans ses appartenances plurielles qui doit trouver reconnaissance et valorisation de sa dignité; dans une invention permanente de nouvelles solidarités avec d'autres communautés humaines que la nôtre et avec notre environnement: du local (quartier, ville) au global (la Terre, notre Terre) et au-delà.

Pour les lecteurs de La Revue nouvelle, il ne s'agit pas d'un dépaysement mais d'un nouveau souffle pour la mobilisation. Ainsi, la revue pourra poursuivre, dans le nouveau contexte de la globalisation, la tâche qu'elle s'est assignée dès ses origines en constituant un réseau sensible et sensibilisant à toutes les initiatives pour un monde plus juste et plus humain, viable et vivable pour toutes et tous.

Georges Thill

CINQUANTE ANS, REBONDIR

- ¹ Paul Virilio, « Alerte dans le cyberspace », *Le Monde diplomatique*, août 1995, p. 28. On notera que désormais c'est le temps réel qui l'emporte sur l'espace réel. D'où : l'idéologie actuelle de la communication se spécifie par l'oubli de l'histoire et du pourquoi des objets et de leur assemblage social.
- ² Armand Mattelart, « Les nouveaux scénarios de la communication mondiale », *op. cit.*, p. 24-25. On parle en ce sens actuellement de « glocal ».
- ³ K. Ohmae, *The Borderless World*, Londres, Collins, 1990.
- ⁴ Le dollar était rivé à l'or par un système de convertibilité fixe négocié à un niveau international ; toutes les autres monnaies se trouvaient, par les taux de change, nécessairement référées au dollar. (par exemple, François Chesnais, *La mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1994).
- ⁵ Instructive à cet égard, même si elle se trouve trop exclusivement polarisée sur la dimension financière de la globalisation, la démonstration de François Chesnais sur la portée de la formation des euro-marchés. *Ibid.*
- ⁶ Le terme « globalisation », repris à l'anglais, s'est imposé par rapport à celui de mondialisation. Il a l'avantage, à lire François Chesnais (*op.cit.*), d'accroître le flou conceptuel et de ne pas indiquer comme le terme mondialisation qu'il importerait que des institutions politiques mondiales capables d'en maîtriser le mouvement soient au plus vite instaurées. L'adjectif « global » a paru vers le début des années 1980 dans les célèbres « *business management schools* » américaines de Harvard, Columbia, Stanford, etc.
- ⁷ Par décloisonnement, il faut entendre aussi bien le processus qui concerne les barrières internes, antérieurement étanches, entre différentes spécialisations bancaires ou financières que le processus relatif aux barrières qui séparent les marchés nationaux de l'extérieur. Decloisonner c'est faire éclater des compartiments et des spécialisations antérieures (éléments en fait inséparables). (François Chesnais, *op.cit.*).
- ⁸ La désintermédiation, au sens très large du mot, s'entend comme « le processus suivant lequel les utilisateurs de services financiers satisfont leurs besoins en dehors des institutions et des réseaux traditionnels » (O. Bertrand et T. Noyelle, *Ressources humaines et stratégies des entreprises : changement technique dans les banques et les assurances*, Paris, O.C.D.E, 1988).
- ⁹ Le Groupe de Lisbonne (réunissant autour de Riccardo Petrella, qui a dirigé le programme FAST de prospective et d'évaluation en matière de science et de technologie à la Commission européenne, dix-huit personnalités de pays différents), décrit bien cette nouvelle alliance dans le livre-manifeste : *Limites à la compétitivité. Pour un nouveau contrat mondial*, Bruxelles, Éditions Labor ; Montréal, Éditions du Boréal, Paris, Éditions La Découverte, 1995.
- ¹⁰ Le Groupe de Lisbonne, *op.cit.* ; U. Muldur, R. Petrella, en collaboration avec M.G. Colombo, sous la direction de, *The European Community and the Globalization of Technology and the Economy*, Commission européenne, Direction générale Science, recherche et développement, Bruxelles, Luxembourg, EUR 15150EN, 1994.
- ¹¹ Riccardo Petrella, notamment, « Le culte de la compétitivité », *Tendances*, 9 septembre 1993, p. 28-29.
- ¹² Ignacio Ramonet, « Pouvoirs fin de siècle », *Le Monde diplomatique*, Dossier « Les nouveaux maîtres du monde », mai 1995, p. 19-24.
- ¹³ Riccardo Petrella, « Le retour des conquérants », *Le Monde diplomatique*, dossier susmentionné.
- ¹⁴ Michel de Certeau, « Informatique et rhétorique : l'histoire », *Traverses*, 26 octobre 1982, p. 29-35. Sur la colonisation par l'économie ; Ibrahim Warde, « La tyrannie de l'économiquement correct », *Le Monde diplomatique*, dossier susmentionné.
- ¹⁵ Riccardo Petrella, « Vers un techno-apartheid global », *Le Monde diplomatique*, *Manière de voir* n° 18, « Les frontières de l'économie globale », mai 1993, p. 30-33.
- ¹⁶ Verbe construit à partir de « Triade », terme fort usité aujourd'hui et dû au Japonais K. Ohmae, déjà cité, pour qui une entreprise qui tient à être ou à devenir compétitive à l'échelle mondiale doit s'ancrer dans des fondements économiques et technologiques solides. (K. Ohmae, *The Triadic Power. The Coming Shape of Global Competition*, New York, Free Press, 1995 ; *La Triade, émergence d'une stratégie mondiale de l'entreprise*,

LA REVUE NOUVELLE
CINQUANTE ANS, REBONDIR

- Paris, Flammarion, 1985.)
- 17 P. Gauchon, D. Hamon, A. Mauras, *La Triade dans la nouvelle économie mondiale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992.
- 18 Ch. Freeman, J. Hagedoorn, *Globalisation of Technology*, Brussels, CCE, FAST/Monitor, FOP 322, 1992.
- 19 En Europe occidentale, on relève ainsi dix principales « îles d'innovation » : les villes-régions de Londres, Rotterdam/Amsterdam, Paris/Ile de France, Essen/Région de la Ruhr, Francfort-sur-le-Main, Stuttgart, Munich, Lyon/Grenoble, Turin, Milan. Y sont concentrés les deux tiers des dépenses publiques de recherche et développement de l'Union européenne et des États et 90% des actions de coopération scientifique et technologique de l'Union par rapport aux domaines des biotechnologies, de l'intelligence artificielle, de l'aéronautique et de l'espace (Anders Hingel, *Science, Technology and Social and Economic Cohesion*, Brussels, CE, FAST/Monitor, 1992). À l'échelle du globe, New York, Londres et Tokyo sont les hôtes du siège social de 80 % des plus grandes sociétés financières et industrielles, et du lieu de négociation de plus des deux tiers des transactions financières du monde (Saskia Sassen, *The Global Vity: New York, London, Tokyo, Princeton*, Princeton University Press, 1991).
- 20 Les termes « triadisation » et « largage » sont repris au Groupe de Lisbonne, *op.cit.*
- 21 Chris Freeman et John Hagedoorn, *Globalisation of Technology, Rapport pour le Programme FAST*, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, 1992; Ugur Muldur, *Les formes et les indicateurs de la globalisation*, FAST, Commission des Communautés européennes, Bruxelles, 1993.
- 22 Marc Guillaume, « Téléspectres », *Traverses*, 26 octobre 1982, pp. 18-28.
- 23 Par exemple, outre le Groupe de Lisbonne, *op. cit.*, Peter Gundelach, « Panorama des changements de valeurs récents en Europe occidentale », in: *Europrospective II. Une nouvelle Europe. Visions et actions, Actes d'Europrospective II*, Namur, Presses Universitaires de Namur, 1993, p. 219-248.
- 24 L'innovation, ici, est conçue comme « un processus synergique et un phénomène complexe qui requièrent des changements technologiques, institutionnels et sociaux ». (W.B. Sthöhr, « La synergie locale à la base de l'innovation », in: *Science, technologie et cohésion communautaire*, Bruxelles, CE, FAST-RIDER, 1992). Un milieu innovateur suppose que, par delà une simple proximité géographique ou des caractéristiques territoriales communes, les dynamiques locales procèdent d'une forme spécifique d'organisation socio-économique, où, par exemple, les informations circulent aisément, il existe un sens d'appartenir à une communauté locale, on trouve des racines politiques et culturelles communes. (Gérard Valenduc et Patricia Vendramin, *L'évaluation des choix technologiques et régions*, Namur, Fondation Travail-Université, collection « Emerit », 1993).
- 25 La Découverte, Paris, 1992.
- 26 Armand Mattelart, *op. cit.*
- 27 Par exemple, Joël Rosnay, *L'homme symbiotique. Regards sur le troisième millénaire*, Paris, Seuil, 1995.
- 28 Joseph Ki-Zerbo, « Quelle coopération universitaire pour quel développement? », in Georges Thill (sous la direction de), *Recherche, formation, développement : leurs interrelations*, Namur, Presses Universitaires de Namur, 1988, p. 515-526. Pour cet historien africain renommé, le développement se définit comme « un passage, un processus de soi à soi-même à un niveau supérieur par rejet ou assimilation organique et historique d'éléments internes et externes ».
- 29 Pierre Calame, *Un territoire pour l'homme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, collection « Monde en cours », 1994.
- 30 Javier Pérez de Cuellar, « La culture, clé du XXI^e siècle », *Le Monde*, 25 février 1994, p. 2.
- 31 La qualité totale s'en tient par exemple au respect des normes ISO 9000 sur des systèmes d'assurance-qualité en faisant passer l'idée d'« une qualité sans défaut » qui permette à tout le monde de trouver satisfaction et, en amont, suscite ou favorise des comportements relationnels dans l'entreprise qui traduisent la volonté de répondre à un contexte durable.

CINQUANTE ANS, REBONDIR

Sur cette question de la qualité totale et de la qualité globale, Georges Thill, *Rapport final* (avec une abondante bibliographie), non (encore) publié : *Impact de la qualité globale sur le développement technologique*, Convention Région wallonne / Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur, juin 1994 ; G. Ceragioli, L. Milone, *The Shelter Problem*, Bruxelles, CE, FAST/Monitor, FOP 334, 1992 ; et le *Rapport de synthèse*, par Tom Whiston, des travaux du thème C *Global Perspective 2010 : Tasks for Science and Technology*, CE/FAST, 1992.

³² Jacques Perrin, *Les transferts de technologie*, Paris, La Découverte/Maspéro, collection Repères, 1983.

³³ Une telle communication prend le contrepied de l'idéologie contemporaine de la communication évoquée au début de l'article. Cette idéologie contemporaine se caractérise, rappelons-le, par l'éphémère, l'oblitération de l'histoire et du sens des objets et de leur assemblage social (André Mattelart, *op. cit.*).

³⁴ André Mattelart, *op. cit.* ; Tom Whiston, *op. cit.*

³⁵ À cet égard sont instructives les quatre études de cas (pharmacopée, télécommunication, développement urbain viable, développement rural en Équateur et au Kenya) servant de base à l'analyse de PRÉLUDE, sous la direction de Georges Thill, « Transferts de compétences scientifiques et technologiques et leur appropriation. La pertinence des réseaux associatifs », CE, Monitor/FAST, FOP 307, 1992.

³⁶ Pour reprendre l'intitulé du mouvement des signataires de *La plate-forme pour un monde solidaire et responsable*, appuyée par la Fondation pour le progrès de l'homme (38 rue St Sabin, F-75018 Paris, France ; 9 chemin de Longeraie, CH-1006 Lausanne, Suisse).

³⁷ C'est une des leçons fortes que je tire notamment de mon expérience de coordination scientifique du réseau international PRÉLUDE et de mes expériences de travail scientifique au Sud : les contradictions sont les mêmes au Nord et au Sud. Ici elles éclatent au grand jour ; là elles sont plus cachées et diffuses. PRÉLUDE, Programme de recherche et de liaison universitaires pour le développement est un réseau international de chercheurs et d'universitaires œuvrant, en partenariat avec les autres acteurs sociaux, à la conception et à la mise en œuvre de pratiques de codéveloppement durable selon des coopérations Nord-Sud, Sud-Nord, Sud-Sud, Nord-Nord et dont la coordination scientifique est localisée aux Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, 61 rue de Bruxelles, B-5000 Namur.

³⁸ Il importe dans l'intérêt même de ces réseaux, d'éviter de dresser un tableau trop idyllique. On notera encore, par exemple, la difficulté financière rencontrée pour leur fonctionnement. Ils ont besoin d'une permanence et d'une infrastructure légère et les cotisations des membres ne suffisent pas en général à couvrir les frais. Il importe que les institutions qui redeviennent instituantes grâce à leur médiation leur garantissent un certain support financier.

³⁹ Paul Virilio, *op. cit.*